

PROJET DE RECHERCHE – N°87 / ECONOMIX

« Risques et enjeux liés aux défis énergétiques dans les pays en développement »

Si les questions énergétiques sont au cœur des préoccupations internationales depuis plusieurs années, celles-ci se posent avec d'autant plus d'acuité aujourd'hui dans un contexte d'évolution des systèmes énergétiques largement dominé, tout au moins dans les pays les plus avancés, par l'extension rapide d'importants réseaux internationaux ainsi que par la libéralisation et la financiarisation des marchés énergétiques. Si ces évolutions peuvent engendrer des possibilités de mutualisation, de transferts technologiques et des économies de coûts, elles sont également porteuses de risques énergétiques nouveaux, en particulier pour les pays en développement. Nombre d'entre eux se trouvent ainsi confrontés à au moins trois défis énergétiques immédiats.

Le premier défi pour de nombreux pays importateurs de matières premières énergétiques, comme le pétrole, est économique : l'augmentation rapide des prix mondiaux du pétrole a conduit à une hausse et, pour certains pays, à une escalade de plus en plus ingérable de leur facture d'importation de produits énergétiques, fragilisant leur économie. Selon le Service de recherche économique du Département de l'Agriculture des États-Unis : « Pour les pays en développement importateurs de pétrole, l'augmentation de 137 milliards de dollars dans la facture des importations d'énergie en 2005 a dépassé de loin les 84 milliards de dollars de l'aide publique au développement qu'ils reçoivent. » En outre, malgré la récente correction à la baisse, les prix du pétrole ont continué à augmenter sensiblement depuis 2005, ajoutant encore à ce fardeau financier.

Pour de nombreux pays plus petits et plus pauvres, la combinaison de la hausse rapide des prix de l'énergie et des prix mondiaux des matières premières alimentaires génère des préoccupations quant à la stabilité économique et politique interne de ces économies. Pour ces pays, la diversification de leur production nationale en termes de ressources énergétiques et la diminution de leur demande pour les carburants importés seraient porteuses d'un certain nombre d'avantages, non seulement en libérant des ressources, souvent insuffisantes, pour l'investissement domestique, mais aussi en réduisant leur exposition à long terme aux crises financières et humanitaires qui se profilent désormais dans de nombreuses régions du monde.

Un deuxième défi majeur pour les pays en développement est l'élargissement de l'accès aux services énergétiques. Même si, entre 1970 et 2004, la part de la consommation mondiale d'énergie des pays en développement est passée de 13 à 46 pour cent¹, cette augmentation n'a cependant pas entraîné un accès plus équitable aux services énergétiques. Ainsi, en 2011, la consommation d'énergie moyenne par habitant dans les pays de l'OCDE était plus de deux fois supérieure à celle correspondant à la moyenne mondiale, et près de six fois plus élevée par rapport à celle de l'Afrique sub-saharienne². Ces chiffres masquent toutefois des disparités encore plus marquées au sein des pays, puisque les modes de consommation d'énergie des élites dans de nombreux pays en voie de développement sont semblables à ceux de la population des pays développés. Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) estimait ainsi que le nombre de personnes sans accès à

¹ Source : Agence Internationale de l'Énergie

² Source : Banque Mondiale, Indicateurs de Développement dans le Monde

l'électricité dans le monde a à peine changé en termes absolus depuis 1970 (PNUD, 2000)³. Sans surprise, les personnes pauvres dans des zones rurales dans les pays en développement représentent la grande majorité (près de 90 pour cent) des ménages dans le monde entier n'ayant pas accès à l'électricité.

Cependant, l'obstacle le plus immédiat auquel sont confrontés de nombreux ménages à faibles revenus et les gouvernements des pays en développement est un manque de ressources financières. Par ailleurs, là où l'accès à l'énergie fait défaut, d'autres besoins humains et sociétaux sont loin d'être satisfaits, ce qui signifie que la satisfaction des besoins énergétiques peut s'effectuer également au détriment d'autres priorités. Poursuivre un programme d'énergie durable pour les pays en développement nécessite donc de tirer parti des synergies positives par rapport à d'autres enjeux sociétaux et économiques tout en minimisant les conflits potentiels entre les différents objectifs publics.

Un troisième défi crucial, lié aux matières premières énergétiques, est environnemental. En effet, la consommation et la production d'énergie sont une cause importante et immédiate de hauts niveaux de pollution de l'air et d'autres formes de dégradation de l'environnement dans de nombreux pays en voie de développement. Les émissions liées à l'énergie provenant des centrales électriques, des automobiles, l'équipement lourd et des installations industrielles sont largement responsables des niveaux élevés de pollution de l'air ambiant, surtout dans les grandes villes qui dépassent régulièrement les seuils de santé établis par l'Organisation Mondiale de la Santé. Tant dans les zones urbaines que rurales, la pollution de l'air attribuable à l'utilisation de combustibles traditionnels pour la cuisson et le chauffage expose des milliards de personnes, en particulier des femmes et des enfants, à des risques de santé respiratoires et cardiovasculaires significatifs et ce quotidiennement. Dans de nombreux cas, les impacts défavorables sur l'environnement commencent bien en amont de l'utilisation finale des énergies : l'extraction de combustibles comme le charbon et le pétrole est souvent très dommageable pour les écosystèmes locaux et constitue une cause immédiate de la pollution des sols et de l'eau. De même, le recours à des carburants traditionnels comme le bois peut produire des impacts négatifs qui leur sont propres.

À plus long terme, le changement climatique provoqué par les émissions de gaz à effets de serre liées aux énergies fossiles peut poser de nombreux risques pour les pays en développement. Même si les pays développés sont majoritairement responsables des niveaux actuels d'émissions de gaz, de nombreuses analyses prédisent que les charges liées au réchauffement de la planète seront susceptibles d'être portées de manière disproportionnée par les pays en développement. Ces derniers sont en effet plus vulnérables à ces effets négatifs, notamment en termes d'impacts sur les ressources en eau et sur la productivité agricole, et sont aussi plus susceptibles de manquer des moyens financiers et institutionnels nécessaires pour mettre en œuvre des mesures d'adaptation efficaces.

L'approche que nous entendons proposer vise à analyser certaines questions clés liées à ces principaux défis énergétiques auxquels sont et seront confrontés les pays en développement. Ainsi, face à (i) l'ampleur des mouvements récents affectant la dynamique des prix du pétrole et leurs conséquences majeures sur la croissance économique et la diversification énergétique et (ii) l'importance des aspects liés à l'environnement et au changement climatique en lien direct avec la question énergétique, nous nous centrons en particulier sur l'étude de la vulnérabilité des pays en développement aux fluctuations des prix du brut, à la politique carbone et au changement climatique. Ce projet nous permet ainsi d'explorer de façon approfondie le lien croissance-énergie sous plusieurs angles complémentaires, tout en prenant soin d'accorder une attention particulière à l'hétérogénéité entre les pays en développement — ces derniers en pouvant à l'évidence être considérés comme un « tout homogène » face à la question énergétique. Plus généralement, notre projet a pour objectif d'éclairer certaines difficultés liées au processus de transition énergétique et auxquelles pourraient être confrontés les pays en développement pour lesquels les contraintes institutionnelles et

³ United Nations Development Programme: World Energy Assessment: Energy and the Challenge of Sustainable Development, Jose Goldemberg (ed.), New York, 2000. Seulement 31,5% de la population des pays à plus faible revenu avaient accès à l'électricité en 2010 (Banque Mondiale, Indicateurs de Développement dans le Monde).

financières se posent avec plus d'acuité que dans les pays développés. Les thématiques abordées ainsi que les approches mobilisées ici visent à étendre et à approfondir celles déjà développées au sein de certains axes du laboratoire EconomiX⁴ et sur lesquelles le laboratoire dispose d'une reconnaissance scientifique reconnue depuis de nombreuses années.

⁴ Il s'agit des axes *Macroéconomie Internationale et Économétrie Financière*, d'une part, et *Développement Durable, Environnement, Économie Publique*, d'autre part.